



Annexe Insertion sociale

Conditions Générales

Accord-cadre n°AC.2024.1992

Service d'envoi et d'archivage de lettres recommandées

Préambule

La présente **Annexe Insertion sociale** a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le **Prestataire** doit réaliser l'action d'insertion sociale attendue dans le cadre de l'accord-cadre n°**AC.2024.1992**.

ARTICLE 1. GENERALITES

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992, le **Prestataire** a obligation de réaliser une **action d'insertion sociale** permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Cette **action d'insertion sociale** consiste à réaliser un **nombre minimal d'heures d'insertion** à des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles

Afin de faciliter la mise en œuvre de son **action d'insertion sociale**, la **Cnam** en tant que représentante des **Organismes bénéficiaires**, a désigné un **Facilitateur** ayant pour mission de :

- Informer le **Prestataire** des modalités de mise en œuvre de l'**obligation d'insertion sociale** ;
- Accompagner le **Prestataire** dans la recherche de candidats éligibles à l'**insertion sociale** (fiche de poste établie conjointement entre le **Prestataire** et le **facilitateur**) ;
- Accompagner le **Prestataire** dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter le **Prestataire** en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992 ;
- Suivre la bonne exécution de l'**obligation d'insertion sociale**.

Le **Facilitateur** désigné dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992 est l'association « **Ensemble Paris Emploi Compétences** » (EPEC) située au 18 rue Goubet 75019 Paris.

L'**interlocuteur privilégié** au sein de l'EPEC est **M. Adel AATALLA**, chargé de Projet Clauses Sociales et Relation Entreprises (adel.aatalla@epec.paris; 01 84 74 35 15 ; 07 48 88 34 91).

En cas de changement de facilitateur en cours d'exécution de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992, la **Cnam** en informera le **Prestataire** dans le plus bref délai.

ARTICLE 2. MODALITES DE DEFINITION DU NOMBRE D'HEURE D'INSERTION

Le **nombre minimal d'heures d'insertion** stipulé à l'**Acte d'Engagement** de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992 est exprimé par tranches de prestations facturées.

Afin d'établir le **nombre d'heures d'insertion** à réaliser, la **Cnam** en tant que représentante des **Organismes bénéficiaires**, transmettra au **Facilitateur** un document récapitulatif recensant le montant global des prestations facturées dans le cadre de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992.

Ce document récapitulatif sera transmis au terme de chaque **semestre**.

Le document récapitulatif permet au facilitateur de déterminer de manière précise, et après conversion euros-heures, un **volume minimal d'heures d'insertion** à réaliser par le **Prestataire** pour le semestre suivant.

Ce **volume minimal d'heures d'insertion** est communiqué par le **facilitateur** au **Prestataire** dans les plus brefs délais.

Chaque **volume minimal d'heure d'insertion** communiqué au **Prestataire** constitue l'**objectif d'insertion**.

Celui-ci doit être atteint avant l'échéance du terme de l'Accord-cadre **n°AC.2024.1992**.

En cas de résiliation anticipée de l'Accord-cadre **n°AC.2024.1992**, l'objectif est apprécié au « prorata temporis ».

En cas de non respect du nombre minimal d'heure d'insertion, le **Prestataire** s'expose à la pénalité prévue aux **Conditions Générales** de l'Accord-cadre **n°AC.2024.1992**.

ARTICLE 3. IDENTIFICATION DES PERSONNES RENCONTRANT DES DIFFICULTES SOCIALES ET PROFESSIONNELLES

Les personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières visées par l'**action d'insertion sociale** sont les suivantes :

- Les **personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État** dont :
 - o Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé (salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT)
 - o Les personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail dont :
 - Les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
 - Les salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)
 - o Les personnes employées par des Régies de quartier ou de territoire agréées
 - o Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers dont notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C)
 - o Les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou employées dans les associations poursuivant le même objet
 - o Les personnes placées sous mains de justice employées en régie dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Les **personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail** dont :
 - o Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
 - o Les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
 - o Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi
 - o Les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI) ou de l'allocation veuvage (AV)
 - o Les personnes percevant une pension d'invalidité
 - o Les personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail
 - o Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi, diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
 - o Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau infra 3 : niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois

- Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du **facilitateur**, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

L'éligibilité des personnes visées dans la liste présentée ci-avant doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

ARTICLE 4. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'OBLIGATION D'INSERTION SOCIALE

4.1 GENERALITES

Le **Prestataire** doit impérativement atteindre l'**objectif horaire d'insertion** mentionné ci-avant en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après.

Quel que soit les modalités mises en œuvre, le **Prestataire** doit :

- Désigner un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de la **Cnam** et du **facilitateur** ;
- Faciliter l'intégration des personnes en insertion embauchées en application de l'obligation d'insertion sociale ;
- Assurer le suivi, en liaison avec le **facilitateur**, des personnes en insertion embauchées en application de l'obligation d'insertion sociale.

4.2 L'EMBAUCHE DIRECTE

Le **Prestataire** peut recourir à l'**embauche** directe de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières telles qu'identifiées ci-avant.

Pour ce faire, le **Prestataire** peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

4.3 LA MISE A DISPOSITION DE SALARIES

Le **Prestataire** peut recourir à la **mise à disposition de salariés en insertion**.

Pour ce faire, le **Prestataire** peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992.

Cet organisme extérieur peut être une association intermédiaire (AI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou une entreprise de travail temporaire (ETT).

4.4 LE RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE OU A LA COTRAITANCE

Le **Prestataire** peut recourir à la **sous-traitance** ou à la **cotraitance**.

Le **Prestataire** peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992 à une entreprise d'insertion (EI), un atelier et chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (AE), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

ARTICLE 5. MODALITES DE MISE AU POINT ET SUIVI DE L'OBLIGATION D'INSERTION

5.1 REUNION DE MISE AU POINT

Une **réunion de mise au point** de l'action d'insertion est organisée, à l'initiative de la **Cnam** en tant que représentante des **Organismes bénéficiaires**, avec le **Prestataire** et le **Facilitateur**.

Cette **réunion de mise au point** de l'action d'insertion se confond avec la **réunion de cadrage** mentionnée aux **Conditions Générales** de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992.

5.2 REUNION DE SUIVI

Des **réunions de suivi** de l'action d'insertion pourront être organisées, à l'initiative de la **Cnam** en tant que représentante des **Organismes bénéficiaires**, avec le **Prestataire** et le **Facilitateur**.

Ces **réunions de suivi** de l'action d'insertion se confondent avec les réunions de suivi mentionnées aux **Conditions Générales** de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992.

ARTICLE 6. MODALITES DE CONTROLE DE L'OBLIGATION D'INSERTION

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le **Facilitateur**.

Ce contrôle comprend d'une part, un **contrôle de l'éligibilité des publics** et d'autre part, un **contrôle de l'exécution des heures**.

Dans le cadre du **contrôle de l'éligibilité des publics**, le **Prestataire** doit transmettre à la **Cnam** et au **facilitateur** des pièces justificatives propres à permettre le contrôle et le suivi des actions d'insertion.

La liste des pièces justificatives à transmettre est communiquée au **Prestataire** après la notification de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992.

Sauf décision expresse de la **Cnam**, les pièces justificatives propres à permettre le contrôle et le suivi des actions d'insertion doivent être transmises selon une **fréquence trimestrielle** à période fixe :

- Période du 31 mars et le 15 avril ;
- Période du 30 juin et le 15 juillet ;
- Période du 30 septembre et le 15 octobre ;
- Période du 31 décembre et le 15 janvier.

Cette transmission s'effectue par mail à destination de la **Cnam** (coordination.achats.cnam@assurance-maladie.fr) et du **facilitateur** (adel.aatalla@epc.paris; bibata.maiga@epc.paris).

En cas de manquement à cette obligation, le **Prestataire** s'expose à la pénalité stipulée aux **Conditions Générales** de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992.

En dehors de la fréquence mentionnée ci-avant, la **Cnam** en tant que représentante des **Organismes bénéficiaires**, et son **Facilitateur** peuvent à tout moment demander au **Prestataire** de transmettre des pièces justificatives propres à permettre le contrôle et le suivi des actions d'insertion.

Cette transmission doit être réalisée dans un délai maximal de **dix (10) jours ouvrés**.

Cette transmission s'effectue également par mail aux adresses mentionnées ci-avant.

En cas de retard, le **Prestataire** s'expose à la pénalité stipulée aux **Conditions Générales** de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992.

ARTICLE 7. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE DE L'ACTION D'INSERTION

Le **Prestataire** est informé que la gestion des données à caractère personnelle permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée au **Facilitateur**.

Ces données personnelles seront traitées dans le **logiciel CLAUSE** développé par la société **ARCHE MC2** qui a fait l'objet d'une déclaration à la **CNIL**.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

Le **Facilitateur** est responsable du traitement des données collectées.

Les données sont conservées pendant une durée de :

- **Quarante (48) mois** à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et **vingt-quatre (24) mois** après la fin de l'Accord-cadre n°AC.2024.1992¹.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées **six (6) mois** maximum.

Durant cette période, le **Facilitateur** met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne peuvent s'appliquer si :

- Le **Prestataire** exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services du **Facilitateur** et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les stipulations contractuelles et la législation applicable.

¹ Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.

Ces organismes et le **Facilitateur** s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du **Prestataire**, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le **Prestataire** bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données.

Le **Prestataire** peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le Prestataire peut exercer ses droits en contactant le facilitateur par email (**tdpo@epec.paris**) ou par courrier (**18, rue Goubet 75019 Paris**).

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) peut être contactée à l'adresse suivante :

**3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07**

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.